

La vice-présidence américaine contemporaine : une école pour la présidence?

KARINE PRÉMONT *Université du Québec à Montréal*

La vice-présidence est comme le dernier biscuit dans une assiette : chacun insiste pour dire qu'il n'en veut pas mais quelqu'un finira bien par le prendre.

Bill Vaughan

La vice-présidence américaine, longtemps perçue comme «la fonction la plus insignifiante jamais conçue par l'esprit humain (Walch, 1997 : 1)», bénéficie aujourd'hui d'une plus grande crédibilité tant auprès du public que des autres institutions gouvernementales. L'importance et l'influence du vice-président dans le processus décisionnel sont cependant un phénomène récent : il faudra attendre la vice-présidence de Richard Nixon, sous Dwight Eisenhower, pour que le poste cesse d'être envisagé comme une fin de carrière et devienne plutôt une rampe de lancement, un tremplin vers la présidence (Walch, 1997 : 4).

Selon Joel K. Goldstein, plusieurs changements sociopolitiques survenus depuis le *New Deal* ont conduit à la dynamisation de la vice-présidence et à l'accroissement des rôles de son occupant, notamment l'augmentation des attentes de la population face au gouvernement et le nouveau rôle international des États-Unis (Goldstein, 1982 : 13). Alvin S. Felzenberg y ajoute d'autres facteurs explicatifs, tels que le pouvoir de la télévision et les nombreux imprévus qui peuvent mettre en péril la présidence (tentatives d'assassinat, maladies, scandales, destitution) (Felzenberg, 2001). Ces changements, en parallèle avec des amendements constitutionnels importants,¹ ont délimité les sphères d'activité de la vice-présidence contemporaine, qui peuvent se ranger en trois catégories : les devoirs cérémoniels, qui sont constitués de la présidence de comités et de la représentation de la Maison-Blanche à l'étranger; les fonctions partisanes, qui regroupent la liaison entre le prési-

Karine Prémont, Département de science politique, Université du Québec à Montréal (UQAM), case postale 8888, succ. Centre-Ville, Montréal (Québec) H3C 3P8; kpremont@gmail.com

Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique
41:4 (December/décembre 2008) 953–972 doi:10.1017/S0008423908081109

© 2008 Canadian Political Science Association (l'Association canadienne de science politique)
and/et la Société québécoise de science politique

dent et le Congrès, le militantisme pour le parti politique, la fonction de porte-parole de l'administration et le lobbying; les fonctions gouvernementales, qui consistent essentiellement en une aide administrative et un rôle de conseil auprès du président. Toutefois, puisque c'est le président qui détermine les principales activités du vice-président, la contribution de celui-ci à la politique américaine est largement tributaire de la volonté du chef de l'exécutif. Ainsi, la vice-présidence «est ce que le président veut bien en faire (Medina, 1990 : 96)». Dans ces circonstances, on peut comprendre que des sept vice-présidents qui ont été choisis par leur parti politique comme candidats présidentiels depuis les années 1960, seulement trois aient accédé à la plus haute fonction du pays.²

Les analyses récentes de la vice-présidence, peu nombreuses, tendent à démontrer qu'effectivement, les occupants de ce poste n'ont que peu de chances de devenir présidents à leur tour. Les conclusions des études les plus importantes se regroupent en quatre catégories. La première réunit les auteurs qui postulent que ce sont les actions et les paroles du président sortant qui influenceront la campagne de son vice-président (Murphy et Stuckey, 2002). Cette approche semble toutefois peu concluante puisque l'ascendance du président est ardue à isoler et à quantifier. Une deuxième catégorie d'études comprend les auteurs qui affirment qu'il est quasi impossible pour les vice-présidents de se démarquer de leur patron, de se forger une identité politique propre (Nelson, 1988). Cela n'a cependant pas empêché certains vice-présidents de gagner des élections présidentielles, alors même qu'ils étaient critiqués pour leur manque de personnalité politique (George H. Bush, par exemple). Dans la troisième catégorie, on retrouve les analyses qui soulignent que le vice-président n'est pas choisi pour ses compétences, mais pour ses capacités à rallier des électeurs que le président ne rejoint pas, ce qui veut dire que le vice-président n'est pas nécessairement apte à assumer la présidence (Sigelman et Wahlbeck, 1997). Cet argument s'applique de moins en moins puisque, depuis 1967, les vice-présidents occupent le premier rang dans la ligne de succession du président. Dans la dernière catégorie apparaissent finalement les auteurs qui énoncent que le peu d'influence qu'a le vice-président sur le vote présidentiel n'incite pas le président à lui donner une grande autonomie et des tâches importantes au sein de l'administration (Romero, 2001). Pourtant, on observe, au moins depuis Nixon, une augmentation substantielle des tâches réelles qui échoient maintenant au vice-président. Il semble, d'ailleurs, qu'il soit plus facile de recruter des gens compétents lorsque le président promet des tâches et des responsabilités intéressantes.

Les théories et les modèles qui sont à l'origine de ces conclusions ne sont donc pas très satisfaisants pour nous aider à comprendre comment et pourquoi certains vice-présidents obtiennent la présidence : ils

Résumé. La vice-présidence est probablement l'institution la plus sous-estimée de la démocratie américaine. Souvent la cible de quolibets, elle a cependant réussi à se transformer et à se définir au fil des années. Aujourd'hui, les vice-présidents sont presque automatiquement pressentis à la présidence et d'ailleurs, la majorité d'entre eux ont cette ambition. Que s'est-il donc passé pour que la vice-présidence devienne une institution d'où peut émaner un éventuel président? Pour répondre à cette question, nous examinons, dans un premier temps, les changements externes qui ont contribué à modifier les fonctions vice-présidentielles. Dans un deuxième temps, nous comparons quatre vice-présidents contemporains (Nixon, Ford, Mondale et Bush) pour tenter de voir s'il existe une corrélation entre le mode de gestion qu'ils ont adopté et leur succès ou leur échec durant leur campagne présidentielle. Finalement, nous abordons d'autres pistes de réflexion afin de cerner les éléments qui permettraient d'expliquer en quoi la vice-présidence est un atout pour d'éventuels candidats à la présidence.

Abstract. The vice-presidency is probably the most unappreciated and the most underestimated institution of the American democracy. Often the target of gibes, it nevertheless achieved a radical transformation years after years. Now, vice-presidents are almost always considered for the presidency and moreover, the majority of them have the ambition to be president someday since World War II. What can explain that the vice-presidency, not ridiculed anymore, is now an institution where one can find the next president of the United States? To answer this question, we initially examine the external changes that affected the vice-presidential functions. Secondly, we compare four contemporary vice-presidents (Nixon, Ford, Mondale and Bush) in order to see if their management style is linked to their chances to be president. Finally, we talk about other considerations that could explain why the vice-presidency is a significant asset for those who want to be president.

occultent, en effet, l'importance accrue du poste depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et le fait que, depuis les années 1960, neuf des onze vice-présidents ont tenté d'obtenir l'investiture de leur parti politique pour les élections présidentielles.³ Nous avons donc choisi d'aborder le sujet d'un angle différent, à savoir le style de gestion du vice-président.

Selon Claude Corbo, c'est l'émergence de la vice-présidence partisane et de la vice-présidence gouvernementale – au détriment de la vice-présidence cérémonielle – qui explique que les vice-présidents contemporains soient davantage en mesure d'accéder à la présidence (Corbo, 2004 : 247–248). Les plus récents vice-présidents ayant favorisé un style gouvernemental et s'étant présentés en plus grand nombre aux élections présidentielles, serait-ce que ce type de vice-présidence prépare mieux à gouverner que la vice-présidence partisane? Les vice-présidents gouvernementaux semblent effectivement bénéficier de grands avantages sur les vice-présidents partisans. Tout d'abord, leur plus grand détachement politique leur autorise une identité plus spécifique. Ensuite, ils connaissent mieux les mécanismes du gouvernement, ce qui permet des réalisations plus concrètes. Finalement, une plus grande autonomie représente plus d'occasions de se faire connaître, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la Maison-Blanche.

Pour soutenir cette hypothèse, nous avons comparé le travail de quatre vice-présidents contemporains et les résultats de leur campagne électorale présidentielle. Ainsi, nous avons choisi les vice-présidents partisans

Richard Nixon et Gerald Ford,⁴ et les vice-présidents gouvernementaux Walter Mondale et George H. Bush.⁵ Les critères de comparaison, suggérés dans un premier temps par Richard Neustadt dans son analyse du pouvoir présidentiel (Neustadt, 1990), ont ensuite été utilisés par Paul C. Light pour étudier le leadership et l'influence des vice-présidents (Light, 1982). Il s'agit des avantages vice-présidentiels (la part des activités cérémonielles, partisanes et gouvernementales de leur travail), du prestige auprès du public, de la réputation au sein du gouvernement et du pouvoir de persuasion des vice-présidents auprès de leur patron. Un dernier critère, celui des résultats des élections présidentielles auxquelles les vice-présidents se sont présentés, a permis de souligner le rôle qu'a joué le travail du vice-président dans sa réussite ou son insuccès lors de ces élections.

Si l'évidence semblait suggérer que les vice-présidents gouvernementaux sont plus près de la présidence que les vice-présidents partisans, l'analyse et la comparaison du travail de Nixon, Ford, Mondale et Bush invalident cette hypothèse, puisqu'un seul vice-président gouvernemental (Bush) et un seul vice-président partisan (Nixon) sont devenus présidents suite à une élection, ce qui ne semble pas dénoter chez les vice-présidents gouvernementaux une prédisposition plus grande à la présidence. En réalité, le style de gestion n'apparaît pas comme un indicateur précis du lien entre un bon travail vice-présidentiel et l'accès à la présidence. Dans un premier temps, nous présenterons la synthèse de nos résultats, divisée en trois éléments principaux : la notoriété des vice-présidents, leur influence sur les décisions de l'administration et le déroulement de leur campagne présidentielle. Dans un deuxième temps, nous examinerons plus attentivement les autres facteurs qui pourraient nous permettre de mieux évaluer les chances des vice-présidents de parvenir à la présidence.

1. La notoriété des vice-présidents

Alors que les tâches et responsabilités des vice-présidents se sont multipliées depuis Mondale, cela ne s'est pas traduit par une plus grande notoriété auprès du public ni par de meilleures chances de remporter ultérieurement la présidence. On peut constater, toutefois, que la nature des tâches principales du vice-président – partisanes ou gouvernementales – octroie des avantages différents pouvant aussi bien constituer des atouts que devenir des handicaps lors d'une éventuelle campagne présidentielle. De plus, ce sont surtout les vice-présidents partisans qui disposent des moyens pour obtenir des appuis réels sur le terrain – ce qui signifie souvent une base électorale potentielle pour leur propre campagne électorale – à cause de la nature même de leurs tâches, qui con-

sistent principalement à entretenir des liens avec les membres du Congrès, les groupes de pression, les cadres et les militants du parti politique.

Les vice-présidents partisans : Nixon et Ford

Ce sont les activités partisans qui ont fait de Richard Nixon un vice-président important, «capable de commander l'attention comme peu de vice-présidents avant lui ou depuis (Smith, 1997 : 83)». C'est dans le rôle de militant de son parti que Nixon s'est le plus illustré, notamment lors des élections de mi-mandat à l'automne 1954. Eisenhower avait alors clairement affirmé qu'il ne participerait pas aux campagnes électorales de son parti puisqu'en tant que président de tous, «il serait inconvenant pour lui de s'immiscer dans la politique locale [...] et de faire de la présidence une agence utilisée lors d'élections partisans (Witcover, 1992 : 107)». Nixon a donc pris la relève. Son travail de terrain a permis au Parti républicain de faire meilleure figure que les prédictions ne l'annonçaient : alors que la moyenne des pertes pour le parti au pouvoir lors des élections de mi-mandat était de 40 sièges à la Chambre et de 4 au Sénat, les Républicains n'ont perdu que 16 représentants et 2 sénateurs en 1954 (Nixon, 1978 : 141)». Les élections de mi-mandat de 1958 ont cependant été moins éclatantes : «en tant que possible héritier [...], Nixon a tenté d'aider son parti mais pas au détriment de ses propres ambitions. Les élections ont été désastreuses pour les Républicains mais la campagne a permis à Nixon de consolider sa mainmise sur le parti (Goldstein, 1982 : 185)».

Le militantisme de Nixon lui a donné une grande visibilité auprès des électeurs. D'ailleurs, il pouvait être identifié par 82 pour cent des électeurs américains à la fin de son premier mandat et par 96 pour cent d'entre eux en 1960 (Goldstein, 1982 : 258). Le nombre de sondages le plaçant en tête pour l'obtention de la nomination présidentielle de son parti est éloquent quant à sa notoriété et à son image auprès du public et des Républicains : entre 1957 et 1960, les 19 sondages effectués à ce sujet l'inscrivaient en première position (Goldstein, 1982 : 251). Surtout perçu comme un politicien plutôt qu'un homme d'État, Nixon a gagné le respect des électeurs grâce à son style combatif; bien que ce comportement ait fait de lui l'un des Républicains les plus controversés, il a aussi contribué à le faire connaître auprès du public. C'est d'ailleurs depuis la vice-présidence de Nixon que tous les occupants du poste ont été pressentis de facto comme de futurs présidents (Smith, 1997 : 85).

Le deuxième vice-président de Nixon, Gerald Ford, était également un vice-président partisan, passant l'essentiel de son temps à défendre l'intégrité de Nixon et de son administration durant la période du Watergate. En tant que vice-président, Ford s'est employé à soutenir son patron

face aux incessantes critiques des journalistes et des Démocrates en faisant montre d'une loyauté à toute épreuve envers Nixon (Cannon, 1997 : 135). En blâmant le Congrès «et une bande de libéraux sans jugement, Ford s'est rapidement illustré comme le plus ardent défenseur du Watergate (Light, 1982 : 272)», allant jusqu'à affirmer, lors d'un discours prononcé en juillet 1974 : «Je peux dire, du plus profond de mon cœur, que le président des États-Unis est innocent (Light, 1982 : 270)».

Ford n'a bénéficié, dans les faits, d'aucune reconnaissance particulière du public durant sa vice-présidence. D'une part, son entêtement à défendre Nixon, même devant l'évidence de sa culpabilité, ne lui a pas permis de se constituer une large base d'appuis, d'autant plus qu'il n'avait pas été nommé à la vice-présidence en raison de critères géographiques ou démographiques précis (Witcover, 1992 : 265). D'autre part, Ford n'a occupé la vice-présidence que de décembre 1973 à août 1974, ce qui lui a laissé très peu de temps pour faire bonne impression sur le public, surtout qu'il était étroitement lié à une administration en pleine tourmente. Les réelles qualités de Ford, notamment sa grande connaissance des mécanismes législatifs, ses bonnes relations avec les membres du Congrès et son immense confiance dans le système politique américain n'ont pas eu le temps d'être utilisées efficacement et concrètement. On peut donc croire que c'est la partisanerie même de Ford, en plus des circonstances exceptionnelles de sa vice-présidence, qui l'ont empêché d'être un vice-président connu et respecté des électeurs américains. Ainsi, les tâches partisans qui ont permis de lancer Nixon se sont avérées catastrophiques pour Ford, celui-ci ne pouvant profiter d'un patron aussi populaire qu'Eisenhower.

Les vice-présidents gouvernementaux : Mondale et Bush

Les vice-présidents gouvernementaux ont plus travaillé dans l'anonymat que les vice-présidents partisans, s'occupant essentiellement de l'élaboration des politiques ou de la direction de comités de réformes. Ce sont les tâches gouvernementales qui ont fait de Mondale un vice-président unique, bénéficiant de l'appui inconditionnel de son patron et ayant réussi à sortir la vice-présidence de l'ombre. Pour mieux accomplir sa tâche de conseiller, Mondale a demandé – et obtenu – de placer certaines personnes de son équipe dans des postes-clés de l'exécutif pour éviter que son influence soit court-circuitée par le personnel de Carter (Gillon, 1997 : 147). Avant même leur inauguration, celui-ci avait demandé à Mondale de le conseiller quant à la constitution du Cabinet et du personnel de la Maison-Blanche, lui demandant à l'occasion «de mener les dernières entrevues et de participer aux décisions finales (Witcover, 1992 : 299)». Par la suite, Mondale a été responsable de la planification de l'agenda de la Maison-Blanche, supervisant la sélection des thèmes qui seraient abordés lors

des rencontres du Cabinet (Light, 1982 : 45). Ce genre d'activités, toutefois, ne contribue en rien à faire connaître le vice-président auprès du public ou des militants du parti en vue d'une éventuelle élection présidentielle.

À cet effet, même si, selon le sénateur Daniel Patrick Moynihan, «Mondale valait 10 votes en faveur du président [au Sénat] (Goldstein, 1982 : 180)», sa renommée auprès du public n'était pas très intéressante malgré les changements fondamentaux qu'il a apportés à cette fonction. Selon un sondage mené par *CBS News* et le *New York Times* à l'automne 1979, 38 pour cent des gens interrogés avaient une opinion favorable de Mondale, contre 19 pour cent qui en avaient une mauvaise opinion; les autres ne le connaissaient pas suffisamment pour évaluer son travail (Toner, 2004 : 18). Même si Mondale a été à l'origine «d'une vice-présidence plus influente et plus efficace, il n'a pas pu échapper à sa malédiction (Gillon, 1997 : 152)» : comment défendre certaines politiques qui ne sont pas les siennes sans perdre sa propre identité politique, surtout lorsqu'on vise la présidence? Alors que dès sa nomination à la vice-présidence, Mondale bénéficiait d'une base nationale plus étendue que Carter (Cronin et Genovese, 2004 : 302) et donc, d'une meilleure visibilité et d'une certaine reconnaissance, le fait qu'il ait surtout travaillé à des tâches gouvernementales – loin des yeux du public et des médias – ne lui a pas donné les votes nécessaires pour gagner l'élection présidentielle de 1984. Ainsi, le travail exceptionnel de Mondale à la vice-présidence est passé inaperçu pour le public.

George H. Bush, pour sa part, est probablement le vice-président gouvernemental qui a consacré le plus de temps aux tâches partisans de la vice-présidence. Puisque Bush considérait que sa relation personnelle avec Reagan était prédominante pour sa fonction, «il ne croyait pas que c'était le rôle du vice-président d'exprimer publiquement ses désaccords avec le président ou même devant les autres membres de l'administration (Witcover, 1992 : 319)». Sa loyauté était telle que plusieurs de ses partisans craignaient qu'il ne finisse par en payer le prix politique. Bush était par ailleurs perçu comme «peu inspirant» par les autres membres du Parti républicain et par les candidats aux élections (Toner, 2004 : 48).

Ce sont les accomplissements gouvernementaux de Bush qui ont eu l'impact le plus important sur la présidence de Reagan, mais également sur la renommée du vice-président au sein de la Maison-Blanche. Hors de ce lieu, très peu de gens connaissaient le travail accompli par Bush. Néanmoins, sa réputation auprès des gens qui le connaissaient était généralement bonne lors de son premier mandat à la vice-présidence, même si plusieurs considéraient «qu'il était prêt à tout pour plaire à son supérieur (Witcover, 1992 : 319)». À la fin de 1982, Bush

était le candidat préféré des Républicains pour les présidentielles de 1984, juste après Reagan (Toner, 2004 : 49). Deux événements ont toutefois miné sa crédibilité : tout d'abord, une phrase malheureuse lancée après le débat télévisé contre la candidate démocrate à la vice-présidence, Geraldine Ferraro, en 1984, dans laquelle il affirmait avoir «botté quelques derrières» ce soir-là, puis le scandale Iran-contra, qui a fait de Bush, au mieux, un coupable par association dans la tête du public, même s'il clamait son innocence des faits. En effet, «pour un vice-président connu comme étant un joueur important dans les affaires internationales, qui recevait quotidiennement les mêmes comptes rendus des agences de renseignements – sinon de meilleurs – que Reagan, le scandale a fait paraître Bush comme un vice-président à l'ancienne mode qui était, selon sa propre expression, gardé 'hors circuit' (Untermeyer, 1997 : 165)». Sa cote de popularité était toutefois intéressante, même après ces deux événements : si seulement 35 pour cent des gens avaient une opinion favorable de Bush à la fin de son deuxième mandat, 59 pour cent le considéraient comme un homme honnête et 42 pour cent avaient confiance en sa capacité de gérer les problèmes (Cronin et Genovese, 2004 : 306).

La vice-présidence de Bush faisait face à la même difficulté que Nixon sous Eisenhower : il servait un président extrêmement populaire, ce qui lui permettait de bénéficier d'un bon taux de satisfaction par ricochet, mais cela le faisait paraître pâle et sans saveur par comparaison avec son patron. Les deux hommes sont tout de même devenus présidents. Cependant, Nixon n'a pu obtenir le poste qu'en 1968, soit deux mandats après sa vice-présidence, alors que Bush n'a été président que pour un seul mandat.

On constate que les vice-présidents partisans ont des avantages qui leur permettent de nouer des relations partout à travers le pays, autant avec les dirigeants locaux du parti politique qu'avec les membres du pouvoir législatif et des groupes de pression. Ils ont également l'opportunité de rencontrer plus régulièrement les citoyens. À l'inverse, leur rôle de défenseur des politiques de l'administration les place en situation de vulnérabilité et les oblige souvent à devoir justifier ces décisions face aux critiques. Les vice-présidents partisans sont certes plus visibles que les vice-présidents gouvernementaux, mais parce qu'ils le sont, ils incarnent souvent, à tort ou à raison, les faiblesses et les problèmes de l'administration et du président qu'ils servent.

La notoriété des vice-présidents, qu'elle soit bonne ou mauvaise, semble favoriser les vice-présidents partisans parce que la population peut les identifier facilement, ce qui leur permet d'être élus ou battus en raison de leur travail plutôt qu'à cause de leur ancien patron. Mais est-ce que cette notoriété se transforme en plus grande influence sur le président ou sur le processus décisionnel à la Maison-Blanche?

2. L'influence des vice-présidents

Alors que la notoriété des vice-présidents naît surtout de leur travail sur le terrain – favorisant ainsi les vice-présidents partisans – l'influence que les occupants du poste peuvent avoir sur leur président est directement liée à la bonne volonté de celui-ci. De plus, il est ardu de mesurer le poids réel des vice-présidents dans le processus décisionnel. Comme l'a souligné un assistant de Humphrey, «il faut faire la distinction entre avoir ses entrées [*input*] et être influent. Avoir ses entrées, c'est l'opportunité d'avoir son mot à dire. C'est maintenant un droit acquis à la vice-présidence, grâce à Rockefeller et Mondale. Être influent, c'est la capacité de faire hésiter le président, d'agir sur des décisions spécifiques (Light, 1983–1984 : 619)». Cette influence, habituellement plus marquée chez les vice-présidents gouvernementaux, ne se convertit toutefois pas nécessairement en de meilleures chances de remporter les élections présidentielles.

Les vice-présidents partisans : Nixon et Ford

Malgré le rôle important de Nixon dans l'administration Eisenhower, son pouvoir de persuasion et d'influence auprès du président était, dans le meilleur des cas, inégal : les capacités d'influence de Nixon étaient réduites «parce qu'il n'avait pas de bureau à la Maison-Blanche, une situation qui le forçait à y faire des visites spéciales pour parler à Eisenhower ou à n'importe qui d'autre qui y était installé (Toner, 2004 : 71)». Par ailleurs, la relation tendue entre les deux hommes entraînait une certaine suspicion, voire un certain mépris entre eux. En effet, les conversations privées entre Eisenhower et Nixon étaient rares (Goldstein, 1982 : 168) et elles étaient habituellement froides et impersonnelles (Cronin et Genovese, 2004 : 297). Eisenhower affichait sa déception face au manque de maturité politique de son vice-président (Smith, 1997 : 84) alors que de son côté, Nixon souhaitait s'impliquer davantage et endosser plus de responsabilités.

À la fin de son deuxième mandat, il était clair que le pouvoir de persuasion de Nixon était à son plus bas. En 1960, Nixon «a tenté sans succès de convaincre des membres de l'administration d'élaborer des programmes plus libéraux concernant les droits civiques, l'éducation et les soins de santé pour les aînés (Goldstein, 1982 : 262)». Lorsqu'on examine les résultats politiques de Nixon et son pouvoir d'influence sur le président, on observe que peu de décisions ont été affectées par le vice-président, Eisenhower ayant rapidement laissé entendre que Nixon «devra s'asseoir sur la banquette arrière et laisser la priorité aux autres conseillers, notamment au secrétaire d'État John Foster Dulles (Toner, 2004 : 73)».

L'influence de Ford sur Nixon était, en raison des circonstances, tout à fait inexistante. Durant la vice-présidence de Ford, l'administration était improductive puisqu'elle occupait son temps à désamorcer le Watergate. De plus, Nixon a reproduit le modèle qu'il avait lui-même servi sous Eisenhower. La relation entre Ford et Nixon était donc circonstancielle : Nixon avait besoin de Ford pour tenter d'empêcher la procédure de destitution et pour calmer le jeu auprès du public. Ainsi, Ford n'a pas eu de réelles occasions d'influencer la prise de décision, d'autant plus que son intérêt pour la vice-présidence était limité (Light, 1982 : 113).

Les vice-présidents gouvernementaux : Mondale et Bush

Selon Joel K. Goldstein, aucun vice-président, avant Mondale, n'avait eu autant d'importance en tant que conseiller du président. D'ailleurs, la totalité du personnel de Mondale et plus de 80 pour cent de celui de Carter soutiennent que l'agenda présidentiel a souvent été influencé par le vice-président (Light, 1983–1984 : 621). Carter avait lui-même expliqué le lien étroit qui l'unissait à son vice-président et la considération qu'il avait pour lui : «Je vois Fritz [Mondale] quatre ou cinq heures par jour. Il n'y a aucun aspect de mes propres responsabilités dans lequel il n'est pas intimement impliqué. C'est la seule personne que j'ai [dans mon entourage], qui possède à la fois des connaissances substantielles et une stature politique, à qui je peux confier une tâche importante (Goldstein, 1982 : 172)». Ce rôle fondamental de conseiller, sans précédent pour un vice-président, a permis à Mondale d'utiliser son influence pour élaborer plusieurs politiques gouvernementales, aidé en cela par le vaste agenda de Carter (Light, 1982 : 220). Les exemples de l'influence de Mondale sur Carter sont nombreux. En plus d'avoir aidé le président à choisir certains membres du Cabinet (dont le secrétaire de la Santé, de l'Éducation et du Bien-être, Joseph Califano, le secrétaire de l'Agriculture, Bob Bergland, la secrétaire de l'Éducation, Shirley M. Hufstедler, le secrétaire des Transports, Neil E. Goldschmidt et le président du *Council of Economic Advisers*, Charles Schultzee) (Goldstein, 1982 : 173), Mondale a été à l'origine «de la décision d'annuler la production de bombardiers B-1, de réviser le dossier du gouvernement dans l'affaire Bakke et de ralentir le processus de soumission d'une révision du salaire minimum et du financement agricole (Goldstein, 1982 : 173)⁶». De plus, Mondale a conduit Carter à opposer son veto à un projet de loi sur l'armement nucléaire en 1978, veto qui a été maintenu (Light, 1982 : 42). L'influence de Mondale aurait permis à l'administration Carter d'économiser entre trois et cinq milliards de dollars (Toner, 2004 : 36).

Si Mondale a eu une influence sur Carter, c'est surtout grâce à sa relation privilégiée avec lui. La proximité de leurs bureaux, leurs rencon-

tres quotidiennes, leurs dîners hebdomadaires et l'intégration de leurs équipes et de leurs entourages sont tous des éléments qui ont contribué à faire de Mondale «le premier [vice-président] qui a régulièrement exercé une influence politique significative plutôt que de simplement offrir des suggestions à l'occasion. Certains assistants disent qu'il a tempéré des politiques radicales qui auraient, sinon, été annoncées par la Maison-Blanche (Cronin et Genovese, 2004 : 303)». Cependant, la relation particulière entre Carter et Mondale a créé de profondes divisions au sein de la Maison-Blanche, ce qui a souvent empêché l'exécutif d'articuler des messages clairs et unifiés (Gillon, 1997 : 148). Aussi, il est arrivé à plusieurs reprises que Mondale ne puisse influencer la décision de Carter. L'exemple le plus probant de ces échecs est celui de l'embargo sur le blé en provenance de l'URSS. Bien que Mondale se soit prononcé contre une telle initiative, il a non seulement échoué dans sa tentative de renverser cette décision, mais il a également dû la défendre publiquement. L'influence de Mondale pouvait donc être limitée par la volonté du président et par le poids, plus effacé, mais néanmoins réel, des autres membres de l'administration.

Parce que la base électorale de Bush était plus étendue et plus diversifiée que celle de Reagan et parce que le vice-président était dévoué et loyal, «il a bénéficié de presque autant d'influence et probablement d'une aussi bonne relation avec Ronald Reagan que Walter Mondale avait avec Jimmy Carter (Cronin et Genovese, 2004 : 305)». Cependant, le pouvoir de persuasion de Bush était limité par son incapacité à exprimer des désaccords avec le président, par son dévouement à celui-ci, par les fortes personnalités qui entouraient Reagan et par le refus de ce dernier de voir en lui son digne successeur. Par exemple, Bush a été incapable d'infléchir Reagan concernant les énormes réductions d'impôts privilégiées par le président (Toner, 2004 : 47). En réalité, l'obstacle majeur au pouvoir de persuasion de Bush était le fonctionnement même de l'administration Reagan, «qui ne recherchait pas l'avis ou les conseils des *outsiders* qui n'étaient pas des partisans de longue date de Reagan, particulièrement lorsqu'il était question d'économie (Toner, 2004 : 73)». À cet égard, l'entourage de Reagan entretenait des doutes quant à la présence de Bush à la Maison-Blanche : non seulement avait-il disputé la nomination républicaine à la présidence contre Reagan, mais il avait qualifié les politiques de croissance de celui-ci d'«économie vaudou». L'influence du vice-président était donc également modérée par ses opposants présents à la Maison-Blanche.

On peut comprendre que l'influence d'un vice-président dépend principalement de sa relation avec le président. Si celle-ci est basée sur un certain nombre d'affinités – personnelles et professionnelles – tout en étant entretenue régulièrement par des rencontres et des discussions, le vice-président sera davantage en mesure d'influencer le président. Cette

capacité est surtout liée à la vice-présidence gouvernementale à cause de la nature même des tâches qui en découlent : le fait que le vice-président gouvernemental œuvre directement à l'élaboration des politiques lui donne une plus grande crédibilité, non seulement aux yeux du président, mais aussi aux yeux des autres conseillers.

3. Les élections présidentielles

Les vice-présidents qui se sont lancés dans une course à la présidence ont connu des résultats somme toute assez mitigés. Pourtant, leur expérience, leur notoriété et leurs réalisations politiques auraient dû leur donner une longueur d'avance sur leurs concurrents. À cet égard, les vice-présidents gouvernementaux ne semblent pas bénéficier d'atouts particuliers par rapport aux vice-présidents partisans. L'inverse est également vrai, bien que ceux-ci obtiennent plus souvent l'investiture de leur parti politique.

Les vice-présidents partisans : Nixon et Ford

En 1960, tout semblait concourir pour permettre à Nixon de devenir président à son tour. Tout d'abord, les électeurs le connaissaient bien et lui attribuaient les qualités nécessaires pour gouverner. Ensuite, il a pu se lancer dans la course à la présidence sans passer par de longues et coûteuses primaires : en effet, Nixon avait, durant ses deux mandats à la vice-présidence, réussi à «accumuler tellement de dettes des leaders républicains qu'une lutte pour la nomination était futile (Goldstein, 1982 : 262)». Cependant, alors que 49,5 pour cent des électeurs américains ont voté pour Nixon, cela lui a seulement permis de gagner 219 grands électeurs, contre 303 pour John F. Kennedy (Bernier, 2001 : 183). Bien que Nixon ait misé sur son expérience en tant que vice-président tout au long de sa campagne électorale, plusieurs spécialistes affirment que la présidence lui a échappé à cause de trois erreurs majeures et d'un imprévu de taille. La première erreur, selon Jules Witcover, a été de tenter de concilier la défense des politiques d'Eisenhower et des promesses de changement (Witcover, 1992 : 86). En choisissant Henry Cabot Lodge comme vice-président, Nixon aurait commis une deuxième erreur : bien que Nixon ait fait ce choix pour satisfaire Eisenhower, «Lodge s'est révélé être un politicien maladroit qui a coûté plus de votes au ticket républicain qu'il ne lui en a fait gagner (Witcover, 1992 : 86)». La troisième erreur fondamentale de Nixon a été de sous-estimer son opposant démocrate, John F. Kennedy. Le fameux débat télévisé du 26 septembre 1960, durant lequel Nixon est apparu déstabilisé, agressif et mal préparé a constitué, selon plusieurs, le tournant de la campagne électorale. Finalement, le travail de huit années à la vice-présidence, qui a d'ailleurs grandement con-

tribué à rehausser l'image de cette fonction et de son occupant, a été anéanti par un commentaire spontané de Dwight Eisenhower en août de cette même année. Lorsqu'on a demandé au président de donner un exemple d'une initiative importante de Nixon, Eisenhower a répondu : «Si vous me donnez une semaine, je pourrais peut-être en trouver une (Murphy et Stuckey, 2002 : 46)». Nixon devra donc attendre 1968 pour devenir président, fonction qu'il occupera jusqu'en 1974; il dût alors démissionner à cause du Watergate. En 1972, Nixon avait été élu par 60,7 pour cent des électeurs, obtenant 520 grands électeurs, un sommet seulement dépassé par Ronald Reagan en 1984 (qui en a obtenu 525) (Bernier, 2001 : 183).

Ford a assumé la présidence des États-Unis pendant deux ans avant de connaître les aléas d'une campagne présidentielle, après des primaires difficiles contre Ronald Reagan. La défaite de Ford face à Jimmy Carter, en 1976, a été imputée à trois facteurs. Tout d'abord, le pardon offert à Nixon, un mois seulement après la démission de ce dernier et la prise en charge de la présidence par Ford. Ce geste a été très mal perçu par la population. Ensuite, «sa faible performance face aux problèmes économiques (Patrick et al., 2000 : 197)» du pays lui a fait perdre de la crédibilité auprès des électeurs, crédibilité qui a finalement été anéantie par le troisième facteur : au cours d'un débat télévisé avec Carter, Ford a affirmé qu'il n'existait pas de domination soviétique en Europe de l'Est. Cette bourde monumentale a mené les gens à croire qu'il n'avait pas les capacités intellectuelles nécessaires pour assurer la présidence des États-Unis. La défaite de Ford ne fut toutefois pas aussi catastrophique que prévue. Carter l'a emporté avec 51 pour cent du vote populaire et 297 grands électeurs, contre 48 pour cent du vote et 240 grands électeurs pour Ford (Bernier, 2001 : 183). Cette défaite a par ailleurs confirmé le caractère accidentel de la présidence de Ford.

Les vice-présidents gouvernementaux : Mondale et Bush

L'élection de 1980 fut catastrophique pour Carter et Mondale, qui n'ont gagné que six États et le district de Columbia, tout le reste allant à Ronald Reagan. Cette défaite donnait toutefois du temps à Mondale pour préparer l'élection présidentielle suivante. En 1984, les résultats furent encore plus désastreux que ceux de 1980. Reagan allait remporter le nombre le plus élevé de grands électeurs de l'histoire, soit 525, contre seulement 13 pour Mondale (Bernier, 2001 : 183). Cette débâcle s'explique simplement : l'ancien vice-président était toujours associé à une administration impopulaire (même quatre ans après son départ de la Maison-Blanche), alors que Reagan, après son premier mandat, était très apprécié. Selon Steven M. Gillon, «un vice-président est obligé de perdre son iden-

tité politique, de défendre des politiques et des programmes qui sont contraires à sa propre idéologie et à ses prises de position antérieures (Gillon, 1997 : 154)». Mondale a dû payer le prix d'être le second d'un président qui n'a pas réussi à obtenir un second mandat.

En 1988, George H. Bush devient le président des États-Unis, récoltant 426 grands électeurs et 53 pour cent du vote populaire, contre 111 grands électeurs et 46 pour cent du vote pour son opposant démocrate, Michael Dukakis (Bernier, 2001 : 183). Chase Untermeyer affirme que la population américaine l'a élu non seulement parce qu'elle avait apprécié le travail accompli par l'administration Reagan, mais également parce qu'elle pensait que son expérience à la vice-présidence l'avait bien préparé à la plus haute fonction du pays (1997 : 167–68).

Les résultats de notre étude n'ont pas permis d'isoler la vice-présidence gouvernementale ou partisane comme un facteur central et déterminant dans la formation d'un vice-président présidentiable. D'ailleurs, il semble que la vice-présidence en elle-même ne constitue pas une expérience suffisante pour qui veut devenir président : un sondage mené par le *New York Times* et *CBS News* auprès de la population américaine, en juillet 1987, affirme que 47 pour cent de celle-ci ne croit pas que la vice-présidence représente un bon entraînement pour la présidence (44 % de la population pense le contraire). D'autres facteurs, tels que l'expérience politique antérieure des vice-présidents, la popularité du président et l'identification au parti politique, apparaissent plus concluants pour expliquer comment certains vice-présidents atteignent la présidence alors que d'autres, aussi prometteurs, n'y arrivent pas.

4. Les autres facteurs qui agissent sur les chances des vice-présidents

Le style de gestion de la vice-présidence, la notoriété auprès du public, la reconnaissance des membres de l'administration et le pouvoir de persuasion des vice-présidents ne semblent donc pas constituer des garanties pour l'obtention de la présidence. De même, les études sur le rôle des paroles et des actions du président durant la campagne de son ancien colistier, sur la difficulté pour les occupants du poste de se créer une identité politique propre, sur les critères électoralistes qui entrent en ligne de compte lors de la sélection du vice-président et sur le manque d'autonomie des vice-présidents, ne sont pas concluantes pour expliquer pourquoi certains vice-présidents deviennent présidents alors que pour d'autres, ce poste semble inaccessible.

Dans ces circonstances, quels facteurs pourraient contribuer à une meilleure compréhension de ce phénomène?

TABLEAU 4.1
Les facteurs d'influence partisane et gouvernementale

Facteurs d'influence	Richard Nixon	Gerald Ford	Walter Mondale	George H. Bush
Facteurs d'influence partisane				
Agent de liaison	moyenne	grande	grande	moyenne
Porte-parole	moyenne	grande	faible	faible
Militant du parti	grande	faible	moyenne	moyenne
Reconnaissance du public	moyenne	faible	moyenne	moyenne
Popularité par rapport à celle du président	faible	n/d	grande	moyenne
Portrait global	moyen	moyen	moyen	moyen
Facteurs d'influence gouvernementale				
Relation avec le président	faible	faible	grande	moyenne
Personnel du vice-président	faible	faible	grande	grande
Loyauté	faible	grande	grande	grande
Résultats visibles	faible	faible	grande	moyenne
Portrait global	faible	faible	grand	moyen

Les données concernant les vice-présidents Nixon, Mondale et Bush sont tirées de Toner, Brendan (2004). *Trusted Assistants: A Look at the Governing and Reelection Roles of the Vice President*, mémoire de maîtrise, Virginia Polytechnic Institute and State University, juin, [<http://scholar.lib.vt.edu/theses/available/etd-07072004-103231/unrestricted/Thesis.pdf>], p. 76. Les données sur le vice-président Ford proviennent des conclusions de l'auteur.

L'expérience politique antérieure

L'expérience politique des vice-présidents, avant leur nomination, joue un rôle important dans le choix du style de gestion qu'ils adopteront. En effet, les vice-présidents ayant une plus grande expérience politique (tels que Mondale et Bush) adoptent majoritairement le style gouvernemental, à l'exception de Ford.⁷ Cette tendance est également observée pour l'ensemble des vice-présidents gouvernementaux, qui avaient en moyenne 21 ans d'expérience au sein du gouvernement fédéral ou d'un autre État avant d'être vice-présidents.

Sur les cinq vice-présidents gouvernementaux, un seul, Bush, a été élu à la présidence, bien que trois d'entre eux aient été les candidats de leur parti politique. S'ils sont le plus souvent choisis par leur parti, ils ne remportent pas nécessairement les élections présidentielles plus souvent. Les vice-présidents partisans, quant à eux, ont en moyenne six ans d'expérience (si l'on ne tient pas compte de Ford, onze si on l'inclut).

À la lumière de l'expérience politique antérieure des vice-présidents, il semble que ce soient surtout les plus expérimentés d'entre eux, autant chez les partisans que les gouvernementaux, qui ont davantage de chances de représenter leur parti politique lors d'une élection présidentielle. À ce titre, le style de gestion adopté durant leurs mandats à la vice-présidence

semble un facteur négligeable dans leur réussite ou leur défaite au cours de ces élections.

Bien que l'expérience ne soit pas un gage de succès en tant que vice-président, elle apparaît tout de même comme un élément important dans le choix du style de gestion et dans la perception des militants du parti lorsque vient le temps de désigner leur candidat présidentiel. Cependant, des études plus exhaustives des liens entre l'expérience politique, la vice-présidence et la victoire lors d'une élection présidentielle s'avèrent nécessaires pour envisager des liens de causalité plus directs.

La popularité de l'administration du vice-président

Depuis les bouleversements profonds du rôle du vice-président, notamment grâce aux efforts de Nixon et de Mondale, il semble que ce soient les vice-présidents issus d'une administration populaire qui aient de meilleures chances d'accéder à la présidence, parce qu'ils offrent, en quelque sorte, un troisième mandat à cette administration. Au-delà des styles partisan et gouvernemental, l'accession à la présidence par les vice-présidents serait surtout liée à l'image et à la popularité de leur patron plutôt qu'à leurs compétences propres.

Nixon a été à la fois avantagé et lésé par l'immense popularité d'Eisenhower, perçu comme un héros de guerre non partisan (Toner, 2004 : 76). D'un côté, il bénéficiait de la grande cote de popularité du président, qui échappait «aux nombreuses fluctuations habituellement associées à la plupart des autres présidents (Toner, 2004 : 22)», mais de l'autre, par comparaison, sa cote était beaucoup moins élevée. La perception de la stature politique de Nixon était sans commune mesure avec celle d'Eisenhower.

La défaite face à Carter, en 1976, ne doit pas obnubiler le fait que Ford est entré en fonction de manière abrupte, sans période préparatoire et sans la transition symbolique et rituelle habituellement exercée entre deux présidents (Abbott, 2005 : 629–630). De plus, Ford a hérité des pires conditions possibles pour une course à la présidence : une association avec une administration perçue comme étant corrompue, peu d'ambition pour le poste et une image résolument trop banale.

La débâcle de Mondale, aux élections présidentielles de 1984, contre Reagan, était une catastrophe annoncée : d'abord par le *Minnesota Massacre*, en 1978, lorsque le Parti démocrate a perdu les deux sièges au Sénat, le poste de gouverneur et le contrôle de la magistrature dans le propre État de Mondale et ensuite, par la défaite désastreuse du ticket Carter-Mondale en 1980. Incapable d'utiliser ses réalisations considérables à la vice-présidence pour devenir président à son tour, Mon-

dale est un bon exemple de la perte d'identité politique d'un vice-président.

L'élection de Bush à la présidence était historique, car c'était seulement la deuxième fois qu'un vice-président sortant était élu à la présidence (le premier avait été Martin Van Buren en 1836) (Untermeyer, 1997 : 167). Si Reagan ne croyait pas que Bush était apte à assumer les responsabilités présidentielles, la population américaine l'a élu, entre autres, en signe de satisfaction à l'égard du travail réalisé par l'administration Reagan (Untermeyer, 1997 : 167–68).

La popularité des administrations dont sont issus les vice-présidents – qu'ils soient partisans ou gouvernementaux – est un atout précieux pour ceux d'entre eux qui souhaitent accéder à la plus haute fonction élective du pays. L'analyse comparative entre les vice-présidences de Nixon, Ford, Mondale et Bush indique que cet aspect est plus important que le style de gestion adopté par le vice-président. Cependant, il faut également prendre en considération l'affiliation partisane du vice-président. Outre son travail, sa notoriété, son influence et l'image de son administration, le fait qu'il soit démocrate ou républicain pèse davantage dans la balance lorsque les électeurs se rendent aux urnes.

Finalement, le fait que le vice-président jouisse d'autant, sinon de plus de popularité que son président ne constitue pas systématiquement un avantage pour celui qui brigue la présidence. En effet, Nixon, beaucoup moins populaire que le président Eisenhower, a tout de même réussi à devenir président, alors que Mondale, plus apprécié que Carter, a été défait de façon non équivoque.

L'identification au parti politique des vice-présidents

Selon une étude publiée en 1994 par Franco Mattei et Herbert F. Weisberg, l'identification au parti politique serait le facteur le plus significatif dans l'élection ou la défaite d'un vice-président qui se présente à la présidence. Les auteurs ont mesuré une très forte corrélation à cet effet lors de la défaite de Humphrey, en 1968, et lors de la victoire de Bush, en 1988 (Mattei et Weisberg, 1994). Cet élément était plus important que la performance de l'ancien vice-président durant la campagne électorale et que la popularité du président sous lequel le candidat avait servi. Ainsi, les électeurs étaient surtout guidés par leurs valeurs et leur orientation idéologique lors d'une élection présidentielle, plutôt que par leur satisfaction à l'égard d'une administration. D'ailleurs, celle-ci constituait un facteur encore moins pertinent que la performance du candidat durant la campagne et ce, pour tous les cas étudiés par les auteurs (Humphrey, Ford, Mondale, Bush) (Mattei et Weisberg, 1994 : 513).

Le contexte politico-économique global

Les travaux de Michael S. Lewis-Beck et Tom Rice, dans les années 1980, statuaient sur l'importance de l'économie américaine, de l'expérience politique d'un candidat présidentiel et de la popularité du président sortant pour prédire l'issue d'une élection présidentielle (Lewis-Beck et Rice, 1982). Après avoir construit un modèle prenant en compte le taux de popularité du candidat six mois avant les élections et le taux de croissance du PNB par habitant, les auteurs affirmaient pouvoir prédire avec succès le résultat final de l'élection (Lewis-Beck et Rice, 1984). Quelques années plus tard, Lewis-Beck et Richard Nadeau ont affiné ce modèle en élaborant les facteurs permettant de comptabiliser les perceptions des électeurs concernant l'état de l'économie, notamment à l'aide du *National Business Index*. Les auteurs démontraient alors que le NBI aurait une influence certaine sur l'élection d'un candidat présidentiel populaire (Nadeau et Lewis-Beck, 2001). Cette avenue pourrait être développée et adaptée à la vice-présidence, de manière à prédire les chances de succès d'un vice-président qui devient un candidat présidentiel pour son parti politique.

Conclusion : les bons vice-présidents ne font pas de bons présidents

À la lumière de l'analyse du style de gestion des vice-présidents, il est possible de noter que la transformation la plus radicale de la vice-présidence contemporaine est fondamentalement d'ordre politique. En effet, les hommes qui ont occupé ce poste, particulièrement depuis Nixon, ont su lui donner une fonction tout à fait politique alors même que la Constitution américaine avait établi la vice-présidence bien plus pour assurer le bon fonctionnement du système électoral que pour celui du gouvernement (Goldstein, 1995 : 518; Corbo, 2000 : A7).⁸ L'institution qu'est la vice-présidence n'est donc ni partisane, ni gouvernementale, mais strictement politique puisque son occupant est dorénavant en meilleure posture pour accéder à la présidence, surtout s'il possède une vaste expérience politique au sein du Congrès, du gouvernement fédéral, ou comme gouverneur d'un État. On peut dire que grâce à Nixon, Rockefeller, Mondale, Gore et Cheney, entre autres, la vice-présidence américaine contemporaine représente davantage aux yeux des citoyens et même des autres membres de l'administration : la vice-présidence est assurément un tremplin vers la présidence ou, à tout le moins, un laboratoire qui permet d'œuvrer à l'élaboration de la politique américaine. Reste à déterminer plus précisément comment une participation active à l'exécutif – qu'elle soit partisane ou gouvernementale – pourrait devenir un moyen plus sûr d'accéder à la présidence.

Notes

- 1 Dont le 25^e amendement (1967), qui officialise le remplacement du président par le vice-président en cas de mort, de démission, de destitution ou d'incapacité.
- 2 Richard Nixon, Lyndon B. Johnson, Hubert H. Humphrey, Gerald Ford, Walter Mondale, George H. Bush et Al Gore. Nixon, Johnson et Bush sont devenus présidents.
- 3 Seuls Spiro T. Agnew et Richard Cheney ne l'ont pas fait.
- 4 Seuls Nixon et Ford pouvaient être étudiés puisque Agnew et Dan Quayle n'ont jamais représenté leur parti politique lors d'une élection présidentielle.
- 5 Nelson Rockefeller n'a jamais obtenu l'investiture de son parti alors que Cheney n'a pas d'ambitions présidentielles. En ce qui concerne Al Gore, la controverse qui a entouré sa défaite à l'élection présidentielle de 2000 ne permet pas encore de tirer des conclusions définitives sur les raisons de cette défaite et ses liens avec son travail à la vice-présidence. Le cas le plus problématique a été celui de Lyndon B. Johnson : classé comme un vice-président cérémoniel par Paul C. Light, mais pouvant aussi être considéré comme un vice-président gouvernemental, nous l'avons tout de même mis de côté parce que, hormis son travail lié au programme spatial américain, l'essentiel des tâches de Johnson a relevé de l'aspect cérémoniel de la vice-présidence. Il avait d'ailleurs été écarté de l'entourage immédiat du président Kennedy. Finalement, le même argument s'est appliqué à Humphrey : son travail a surtout été orienté vers la fonction cérémonielle de la vice-présidence.
- 6 Allan Bakke était un étudiant blanc qui s'était vu refuser deux fois l'accès à la faculté de médecine d'une université californienne au profit d'étudiants noirs, suite à la loi sur la discrimination positive et ce, malgré le fait qu'il avait de meilleurs résultats scolaires. Bakke se disait victime de discrimination inversée.
- 7 Il faut se rappeler que le choix de Ford pour remplacer Agnew, en plein Watergate, relevait du calcul stratégique et médiatique bien plus que du calcul politique, personnel ou même électoraliste.
- 8 En effet, le vice-président permettait essentiellement de trancher une éventuelle égalité des voix au Sénat.

Bibliographie

- Abbott, Philip. 2005. «Accidental Presidents: Death, Assassination, Resignation, and Democratic Succession». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 35, n° 4 (décembre), 627–45.
- Bernier, Gérald. 2001. "L'élection présidentielle." Dans *Le système politique américain*. Edmond Orban et Michel Fortmann, dir., Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Cannon, James. 1997. «Gerald R. Ford and Nelson A. Rockefeller: A Vice Presidential Memoir». Dans *At the President's Side: The Vice Presidency in the 20th Century*. Timothy Walch, dir., Columbia : University of Missouri Press, 135–43.
- Corbo, Claude. 2000. «La vice-présidence des États-Unis : tremplin ou tombeau». *Le Devoir*, 25 octobre, A7.
- Corbo, Claude. 2004. *Les États-Unis d'Amérique. Tome II : Les institutions*. Québec : Septentrion.
- Cronin, Thomas E. et Michael A. Genovese. 2004. *The Paradoxes of the American Presidency*. 2^e édition. New York : Oxford University Press.
- Felzenberg, Alvin S. 2001. «The Vice Presidency Grows Up». *Policy Review*, n° 105 (février-mars), [<http://www.policyreview.org/feb01/felzenberg.html>]
- Gillon, Steven M. 1997. «A New Framework: Walter Mondale as Vice President». Dans *At the President's Side: The Vice Presidency in the 20th Century*. Timothy Walch, dir., Columbia : University of Missouri Press, 144–54.

- Goldstein, Joel K. 1982. *The Modern American Vice Presidency. The Transformation of a Political Institution*. Princeton : Princeton University Press.
- Goldstein, Joel K. 1995. «The New Constitutional Vice Presidency». *Wake Forest Law Review*, vol. 30, n° 3 (automne), 505–61.
- Lewis-Beck, Michael S. et Tom Rice. 1982. «Presidential Popularity and Presidential Vote», *Public Opinion Quarterly*, vol. 46, n° 4 (hiver), 534–37.
- Lewis-Beck, Michael S. et Tom Rice. 1984. «Forecasting Presidential Elections». *Political Behavior*, vol. 6, n° 1, 9–21.
- Light, Paul C. 1982. *Vice Presidential Power: Advice and Influence in the White House*. Maryland : John Hopkins University Press.
- Light, Paul C. 1983–1984. «Vice-Presidential Influence Under Rockefeller and Mondale». *Political Science Quarterly*, vol. 98, n° 4 (hiver), 617–40.
- Mattei, Franco et Herbert F. Weisberg. 1994. «Presidential Succession Effects in Voting». *British Journal of Political Science*, vol. 24, n° 4 (octobre), 495–516.
- Medina, J. Michael. 1990. «The American Vice-Presidency Toward a More Utilized Institution». *George Mason University Law Review*, vol. 13, n° 1 (automne), 77–111.
- Murphy, John M. et Mary E. Stuckey. 2002. «Never Cared to Say Goodbye: Presidential Legacies and Vice Presidential Campaigns». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 32, n° 1 (mars), 46–66.
- Nadeau, Richard et Michael S. Lewis-Beck. 2001. «National Economic Voting in U.S. Presidential Elections». *Journal of Politics*, vol. 63, n° 1 (février), 159–81.
- Nelson, Michael. 1988. *A Heartbeat Away: Report of the Twentieth Century Fund Task Force on the Vice Presidency*. New York : Century Foundation Press.
- Neustadt, Richard E. 1990. *Presidential Power and the Modern Presidents: The Politics of Leadership From Roosevelt to Reagan*. 2^e édition. New York : Free Press.
- Nixon, Richard. 1978. *Memories*. Montréal : Stanké.
- Patrick, John J. et al. 2000. *The Oxford Guide to the US Government*. New York : Berkeley Books.
- Romero, David W. 2001. «Requiem for a Lightweight: Vice Presidential Candidate Evaluations and the Presidential Vote». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 31, n° 3 (septembre), 454–63.
- Sigelman, Lee et Paul J. Wahlbeck. 1997. «The ‘Veepstakes’: Strategic Choice in Presidential Running Mate Selection». *American Political Science Review*, vol. 91, n° 4 (décembre), 855–64.
- Smith, Richard N. 1997. «‘You Can Be President Someday’: Richard M. Nixon as Vice President». Dans *At the President’s Side: The Vice Presidency in the 20th Century*. Timothy Walch, dir., Columbia : University of Missouri Press, 79–87.
- Toner, Brendan. 2004. *Trusted Assistants: A Look at the Governing and Reelection Roles of the Vice President*. Mémoire de maîtrise, Virginia Polytechnic Institute and State University, juillet, [<http://scholar.lib.vt.edu/theses/available/etd-07072004-103231/unrestricted/Thesis.pdf>]
- Untermeyer, Chase. 1997. «Looking Forward: George Bush as Vice President». Dans *At the President’s Side: The Vice Presidency in the 20th Century*. Timothy Walch, dir., Columbia : University of Missouri Press, 157–68.
- Walch, Timothy, dir. 1997. *At the President’s Side: The Vice Presidency in the 20th Century*. Columbia : University of Missouri Press.
- Witcover, Jules. 1992. *Crapshoot: Rolling the Dice on the Vice Presidency*. New York : Crown Publishing.